

QUELLE EST LA BONNE FAÇON DE CHANGER LE MONDE ?

- Petite sociologie des acteurs du changement -

La « transition » désigne, depuis quelques années déjà, l'indispensable passage d'une organisation du monde à une autre, qu'on souhaite beaucoup plus respectueuse des écosystèmes et des humains. Cette volonté de « transition », au sens large, peut induire des modes d'action différents. Y en a-t-il un meilleur qu'un autre, si ce n'est celui duquel vous vous sentez le plus proche ?



Gerd Altmann-Pixabay

Dans *Le Cid*, la célèbre pièce de théâtre de Corneille, le personnage de Rodrigue se trouve coincé dans ce qu'on appelle, depuis lors, un « dilemme cornélien ». En effet, le devoir lui impose de venger l'honneur de son père en affrontant en duel le père de Chimène, celle qu'il aime. S'il remporte ce duel, il devra renoncer à son amour. Et s'il le refuse, c'est son honneur qu'il perdra.

Les collectifs et les militants qui veulent changer le monde se trouvent dans une situation similaire. Il y a souvent conflit entre leur idéal de société (leur « amour ») et leur adhésion aux valeurs de la démocratie. Le vingtième siècle l'a tristement démontré : imposer une utopie revient à la dé-

truire. Collectifs et militants en sont donc réduits à accepter l'écart, parfois abyssal, entre le monde dont ils rêvent et le monde tel qu'il est, si lent à changer. Avec, parfois, la tentation pour certains de « forcer le passage », le regard qui lorgne vers des régimes plus autoritaires - tentation secrète ou complaisance assumée.

Ce n'est pas nouveau, il a toujours existé une tension entre l'urgence de l'action et la construction démocratique qui exige du temps. Aujourd'hui, cette tension est renouvelée et généralisée quand on l'applique aux questions climatiques et environnementales. L'urgence est absolue, l'exigence démocratique est incontournable. Que faire ? Dilemme cornélien.

Quelles formes cette tension peut-elle prendre, au niveau des collectifs, mais aussi à l'échelle de la société dans son ensemble ? Pour cela, schématisons quelque peu. Attardons-nous d'une part sur les discours empreints de l'héritage « socioculturel », disons, et de l'autre sur les attitudes motivées par « l'urgence écologique ». Voyons enfin comment certaines initiatives ont tendance à se situer plutôt en dehors de cette tension politique. Même si dans la réalité, nos engagements sont souvent plus nuancés, chacun pourra se sentir plus ou moins proche de l'une ou l'autre tendance.

Le regard « socioculturel » : un grave problème à prendre avec recul

Une façon assez répandue pour aborder les enjeux écologiques reste, aujourd'hui, de les considérer comme l'une des nombreuses crises qui agitent la société, à côté des crises économiques, sociales, sanitaires, etc. Prise de recul, nuance, mise en perspective sociologique : beaucoup d'acteurs situés dans le champ institutionnel de l'éducation permanente adoptent ce type de position. On pourrait la résumer comme suit : le climat, les problèmes écologiques sont (très) graves, mais cela reste des problèmes parmi d'autres, qui s'ajoutent à la liste déjà longue des déséquilibres et des injustices dans le monde. Autrement dit, pour traiter cet enjeu, rien de très nouveau sous le soleil, il n'y a pas lieu de réinventer la poudre : on peut activer les grilles d'analyse, les pédagogies et méthodes d'émancipation qui ont fait leurs preuves - l'éducation permanente, la mobilisation, l'action collective.

Ainsi, interrogé sur la transition, Luc Carton reformule les fondamentaux de l'éducation permanente qu'il a contribué à éclaircir et à approfondir : « Pour déployer la transition, pour accoucher de ce nouveau monde, nous avons besoin des savoirs sociaux stratégiques issus de l'expérience de chacun.e. Ce qu'on appelle les savoirs paysans pour inventer une agriculture paysanne, les savoirs infirmiers pour inventer une santé communautaire, les savoirs de l'ensemble des travailleurs et travailleuses, des citoyen.ne.s dans leur expérience intime comme dans leur expérience sociale. L'éducation permanente, c'est la démarche d'action collective visant l'accouchement de ces savoirs sociaux stratégiques. C'est prendre le temps, par, pour et avec des adultes, de dégager le sens et le non-sens de ce dans quoi ils sont impliqués. »¹

En ce sens, l'éducation permanente constitue une sorte de « Faire soi-même » de la démocratie, des idées, de la politique... Face aux enjeux climatiques et environnementaux, les démarches

d'éducation populaire demeurent pertinentes, entre autres le Voir-Juger-Agir. Mais, on l'aura noté dans la citation qui précède, ces démarches impliquent de « prendre le temps ». Or le temps, selon le consensus scientifique mondial des climatologues et des biologistes, est écoulé. Il n'y a plus le temps, disent-ils. Ce n'est quand même pas un détail.

L'activisme pour cause d'urgence : forcer le changement

À l'opposé de cette vision « socioculturelle » - telle qu'on l'a schématiquement nommée - un tout autre type de discours s'est développé ces dernières années. Notamment suite aux publications liées aux risques d'effondrement (collapsologie) et aux mobilisations massives de jeunes pour le climat à travers le monde. Cet autre angle d'approche est celui de l'urgence absolue. Le mouvement « Extinction Rebellion » donne un exemple de ce type de discours. Sur le site français de ce jeune mouvement de désobéissance civile, on peut ainsi lire : « *Nous n'avons pas 30 ans pour débattre de tout ça. 2050 n'est pas l'objectif que nous visons ! Le fait de se fixer une date éloignée dans le temps pour atteindre un objectif, c'est un peu comme essayer de calculer précisément à quel moment il faudrait intervenir quand on surveille un groupe de tout-petits, qui joue au bord d'une falaise... Quand on sait qu'une catastrophe est probablement imminente, on ne calcule pas combien de temps on a avant d'agir, on fait tout ce que l'on peut pour l'enrayer, et on s'y attelle immédiatement. C'est ce que l'on appelle le principe de précaution. Plus nous tardons à prendre les mesures radicales qui s'imposent, plus nous courons le risque de voir se déclencher un emballement de* ►

Au niveau macro aussi

Ce qui se joue à l'échelle des collectifs et des militants est aussi à l'œuvre au niveau « macro », celui des États ou de l'Union européenne par exemple. Ce n'est pas anodin que certaines villes et pays se soient déclarés en « état d'urgence climatique » (Irlande, Canada, Espagne ; Milan, Cologne, New York...). Pas anodin non plus qu'on mette en place des « conventions citoyennes sur le climat » (France), ou que d'autres stratégies misent essentiellement sur une modification progressive des habitudes et des comportements. Les trois tendances se retrouvent dans ces tâtonnements pour avancer. Avec un point commun : jusqu'ici, aucune n'obtient de résultats à la hauteur des enjeux, même si chacune peut mettre en avant des petites victoires.

- boucles de rétroaction, qui nous conduirait de manière irréversible à franchir le seuil de basculement vers la "planète-étuve", ou "planète serre". »²

«
L'éducation permanente
constitue une sorte de
"Faire soi-même" de la
démocratie, des idées, de
la politique...»

Cette mobilisation par l'urgence, cet appel à la désobéissance civile et aux actions directes, cette intransigeance face à l'ampleur des catastrophes vaut souvent aux personnes engagées dans cette voie d'être stigmatisées comme des « Khmers verts ». On leur reproche, en vrac, de cliver les positions, de manquer de compréhension face aux enjeux sociaux, de vouloir imposer un nouveau mode de vie dogmatique... En quelque sorte, selon cet angle d'attaque, les enjeux écologiques sont si énormes, la situation si inédite, si catastrophique que les modes d'action et de mobilisation doivent être radicaux pour permettre des changements rapides. Tout doit être bouleversé. Au nom de l'urgence climatique, l'action doit être une confrontation. Il faut nommer les ennemis et frapper l'économie. C'est un combat. Inutile de préciser que cette manière d'agir laisse énormément de monde sur le bord du chemin : la grande foule des nuancés, des indécis, des gens qui ne s'intéressent guère à la politique, qui s'en méfient ou en sont dégoûtés, ceux qui veulent juste vivre raisonnablement sans faire de vagues, ceux dont l'emploi dépend de secteurs économiques violemment incriminés par ces luttes... Or peut-on transformer la société sans avoir avec

soi cette « majorité discrète » ?

Transition citoyenne, foire aux alternatives : le refus du politique

Enfin, à côté de ces deux manières schématiques d'envisager le changement de société s'en ajoute une troisième. Il s'agit, à gros traits, des initiatives locales de transition et des écogestes citoyens. Dans cet esprit, plus anglo-saxon, plus libéral philosophiquement, la mobilisation est davantage vue comme relevant de la sphère privée et de l'association libre entre citoyens acteurs de changement. Centrée sur le « faire » et la proximité (potagers, vergers, ateliers de savoir-faire etc.), orientée vers le consensus et reposant sur la convivialité spontanée au sein de la « communauté » (voisins, amis, quartier, etc.), cette approche entretient une méfiance envers le conflit et la politique.

Il est d'ailleurs assez symptomatique qu'au sein du mouvement des *Villes en transition* par exemple, les personnes engagées ont pu se montrer très méfiantes vis-à-vis des organisations militantes instituées. « *Laissez-nous développer notre propre style d'action* », entendait-on entre les lignes, « *nous n'allons faire ni grève ni manifestations mais rassembler des citoyens de bonne volonté autour d'une vision positive de l'avenir...* » La tendance au *Do it yourself* (Faire soi-même) s'enracine majoritairement dans cet état d'esprit. Ce n'est pas anodin d'ailleurs qu'elle soit si récupérable par le marché et les tendances de consommation. Ne parle-t-on pas souvent, lors d'événements estampillés « transition », de « foire aux alternatives » ? Entre fête et marché, la transition citoyenne est très rassembleuse. Par contre - et sans doute est-ce la raison de son succès - elle est rarement pensée comme une lutte et ne met pas vraiment en danger l'économie capitaliste mondialisée.

Une tension à habiter

Évidemment, cette petite sociologie des acteurs autour des enjeux écologiques est schématique. Ces trois positions constituent des « idéaltypes »³. Dans la réalité des engagements, les choses sont plus nuancées. Mais chacun se sent probablement plus proche d'une (ou deux) de ces trois tendances et aurait peut-être ici envie de s'insurger en en prenant sa défense... Qu'on se rassure, pas question dans cet article de défendre une option contre les autres ! J'ai pris grand soin, d'ailleurs, de n'en ménager aucune des trois, de mettre en évidence à la fois la pertinence et les limites de chacune.

Peu important nos souhaits (Miguel Benasayag)

« *Le mouvement alternatif, aussi intéressant soit-il - bien entendu, moi, ça m'intéresse, car c'est toute ma vie -, n'est pas porteur de la certitude qu'un autre monde est possible. C'est même plutôt le contraire à mes yeux : il y a à approfondir d'abord les hypothèses théoriques et pratiques dans ce monde-ci. Il faut arriver à se détacher des souhaits : on va à des manifs, on entend des agitateurs. "Un autre monde est possible", mais à nouveau, cet autre monde possible apparaît sous l'image messianique classique. Et l'autre monde possible ne construit pour le moment qu'une architecture de souhaits. C'est un grand danger. Si jamais notre mouvance s'installait dans une architecture de souhaits où, ipso facto, on aurait tout de suite la question des moyens et des fins, on mettrait en place un remake de ce qui fut, mais qui n'a pas du tout les moyens d'être à nouveau.* »

Tiré de : "Architecture des souhaits, incertitudes des actes...",
Tribune de Miguel Benasayag dans *L'Humanité*, 4 novembre 2002.

Quelle est la meilleure façon d'agir ? Quelle tendance est la plus porteuse de changement ? L'écrivain américain Jonathan Safran Foer, dans son dernier livre *L'avenir de la planète commence dans notre assiette*, consacre un chapitre à montrer comment le changement ne dépend jamais d'un seul facteur. Faisant un parallèle avec l'éradication de la polio au vingtième siècle, il détaille la conjonction de plusieurs éléments qui, ensemble, ont permis de se préserver de cette maladie : découverte scientifique, campagnes grand public, campagnes ciblées, engagements individuels. Il ponctue sa démonstration avec cette phrase interpellante, qu'on peut essayer d'appliquer aux grands problèmes écologiques : « *Qui a éradiqué la polio ? Personne. Tout le monde.* »

On ne va pas rappeler ici à quel point les enjeux climatiques et environnementaux sont d'une ampleur absolument inédite dans l'histoire de l'humanité. Parler d'« enjeux » est d'ailleurs déjà un réflexe de mise à distance, car c'est de catastrophes ahurissantes (ouragans, inondations, sécheresses, guerres, exils, famines, pandémies) dont il est et sera question. On ne va pas non plus redire, tant c'est évident, que le seul chemin souhaitable pour transformer la société passe par la démocratie, la non-violence, l'équité et le respect des droits humains. Et que le seul chemin praticable consiste à partir des gens, à faire avec les gens, là où nous sommes, là où nous en sommes. Entre ces exigences non négociables, urgence absolue et démocratie, il faut que le dilemme persiste.

On ne maîtrise pas la résultante

L'objectif de ces réflexions partagées était de mettre en évidence la tension inévitable entre différents « moteurs » de l'engagement, entre différentes cultures de l'agir, entre différents héritages. Certains veulent aller plus vite, agir plus radicalement : à juste titre ! Il y a urgence climatique ! D'autres insistent sur l'importance de processus d'action et de décision inclusifs et démocratiques : c'est tout aussi justifié ! Idem pour celles et ceux qui préfèrent s'investir à fond dans l'action concrète et la proximité sans s'embarrasser de discours politique : les fruits de leurs engagements sont indéniables et, au fond, la dimension politique n'est jamais bien loin.

Bref, pour le dire platement, tout le monde a raison quelque part. Je n'affirme pas cela dans l'optique d'un consensus mou ! Au contraire : il y a conflit et il est sain que ce conflit perdure. Comment ? Peut-être en intensifiant chaque tendance dans sa radicalité. En cessant de chercher à « réconcilier » ou à réduire au silence les autres stratégies de changement, mais en visant la com-



Nicolas Vigier/Flickr

plémentarité des engagements dans un dialogue sain, vigoureux sans doute, conflictuel sûrement, mais non dogmatique. Il y a urgence ? Démocratisons cette urgence, mettons-la en débat dans chaque collectif, chaque quartier, chaque média, chaque foyer. Il me vient un souvenir d'anciens cours de géométrie : ne parle-t-on pas, à propos de vecteurs orientés diversement dans l'espace, d'une résultante des forces ? Plutôt que de chercher à tordre les autres façons de s'engager pour les ramener à sa manière à soi, est-il envisageable d'imaginer, non pas la « convergence des luttes » mais la « résultante des puissances d'agir » ? Je rêve éveillé.

Une révolution de l'agir et du social

Je cherche l'appui d'intellectuel.le.s sur ce sujet. Je tape quelques mots-clés dans Google et je tombe sur une interview de Miguel Benasayag. Je l'avais sans doute déjà lue car cette histoire de vecteurs vient manifestement de lui, et non de mes cours de mathématiques. Il compare chaque expérience d'engagement à un vecteur, en insistant sur l'impossibilité de prévoir leur issue et donc sur l'absurdité, à ses yeux, de chercher à les coordonner. « *Il faut avoir le courage de penser en termes de vecteurs tout en sachant qu'il faut, bien sûr, démultiplier les vecteurs, mais que même en démultipliant les vecteurs, on ne maîtrise pas plus la résultante. C'est ce courage-là qu'il nous faut aujourd'hui. Développer en réseau les expériences intensives, en sachant qu'en même temps on ne peut pas savoir. Alors qu'est-ce que ça change, les gens qui occupent des terres, qui font des expériences ? Eh bien, eux ne sont pas dans l'attente de ce qui va se passer, ils sont ici et maintenant. C'est-à-dire que l'autre monde possible est déjà là pour eux.* »⁴

Face à des modes d'action qui dénotent (acti-►

Manifestation d'Extinction Rebellion à Madrid en 2019

Les enjeux écologiques sont si énormes, la situation si inédite, si catastrophique que les modes d'action et de mobilisation doivent être radicaux pour permettre des changements rapides.



<http://avenirclimat.info>

Benkarnovian-Flickr

Le seul chemin souhaitable pour transformer la société passe par la démocratie, la non-violence, l'équité et le respect des droits humains. Et que le seul chemin praticable consiste à partir des gens, à faire avec les gens, là où nous sommes, là où nous en sommes.

► visme, activités *a priori* très concrètes), le monde institué de l'éducation permanente peut avoir tendance à se raidir. « *N'est-on pas là en dehors des clous ? Quelle place pour le regard critique et la réflexion, pour le débat d'idées ?* » Le cadre d'interprétation s'est beaucoup ouvert ces quinze dernières années. Je pense qu'il faut pouvoir l'ouvrir encore, et supposer que de la conscience critique peut se développer aussi en dehors des formes canoniques d'éducation permanente (débat, réflexion, conférence, etc.), dans des espaces et même dans des temporalités encore inexploré(e)s.

L'éducation populaire est née et s'est définie essentiellement par rapport à la grande question de son contexte d'émergence : la question sociale. Le surgissement de la question écologique n'annule pas la question sociale mais la déplace ailleurs. Comme le répète le philosophe Bruno Latour⁵, nous n'habitons pas le monde où nous pensions habiter. Nous ne vivons pas sur un globe, sur une boule qui accueillerait, impassible, les rapports sociaux de production, l'activité humaine, y compris la culture, l'éducation permanente. Nous vivons *sur terre*, c'est-à-dire sur une mince couche biologique qui réagit terriblement aux dégradations que les humains lui font subir. Et nous dépendons de cette fragile couche dont l'épaisseur ne dépasse pas quelques kilomètres. La question sociale, les rapports sociaux sont entièrement dé-

pendants d'elle aussi et, même si nous le savions en théorie, nous agissons comme si ce n'était pas le cas. Pour Latour, cette prise de conscience doit nous bouleverser au moins autant que la révolution copernicienne. La nature et le social ne sont pas deux choses distinctes, et cela change tout. Il y a énormément de choses nouvelles à (re)penser, à (re)configurer, à (re)construire.

Guillaume Lohest

1. Luc Carton, « La transition interroge nos pratiques démocratiques », entretien dans *Symbioses*, propos recueillis par Christophe Dubois, Printemps 2019.
2. Site français d'*Extinction Rebellion* : <https://extinctionrebellion.fr/urgence-bioclimatique/#agir-maintenant>
3. En sociologie, un idéal-type est un « *type abstrait, une catégorie, qui aide à comprendre ou théoriser certains phénomènes, sans prétendre que les caractéristiques de ce type se retrouvent toujours et parfaitement dans les phénomènes observés* ». (Wikipédia)
4. "Architecture des souhaits, incertitudes des actes...", Tribune de Miguel Benasayag dans *L'Humanité*, 4 novembre 2002.
5. Voir notamment Bruno Latour, *Où suis-je ? Leçons du confinement à l'égard des terrestres*, La Découverte, 2021.



ISI informatique



Wallonie



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Digitec SOLUTION